

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Seizième année N°715 vendredi 20 janvier 2023 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Intelligence artificielle contre cerveau humain

Ne réfléchissez plus, «ChatGPT»
le fait à votre place !

```
setWidth,b.addClass("in"));b.removeC  
)}.attr("aria-expanded",!0),e&&e()  
ngth);g.length&&h?g.one("bsTransition  
.fn.tab.Constructor=c,a.fn.tab.noCom  
ck.bs.tab.data-api",[data-toggle="ta  
turn this.each(function(){var d=a(thi  
nction(b,d){this.options=a.extend({  
n,this)}.on("click.bs.affix.data-api"  
this.checkPosition());c.VERSION="3.3.7"  
e=this.$target.scrollTop(),f=this.$elem  
rn null!c?!(e+this.unpin<f.top)&&"bot  
p}>a-d&&"bot
```

CHATGPT
THE REVOLUTIONARY
CHAT BOT



P9

Extradition de Hassan Iquioussen vers le Maroc

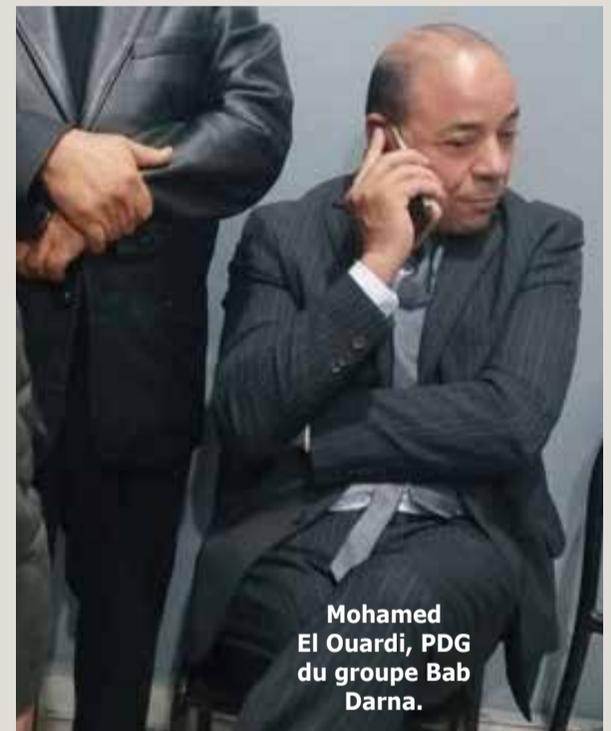
UN RETOUR FORCÉ ET DES ZONES D'OMBRE

L'imam éclairé Hassan Iquioussen a été reconduit vendredi le 13 janvier vers le Maroc depuis la Belgique, où il s'était enfui à la fin de l'été après son expulsion de France pour des « propos incitant à la haine et à la discrimination ». Remontant à 2004 et pour lesquels il s'était excusé. Retour sur une affaire mystérieuse.

P8

Mohamed El Ouardi condamné

Un verdict en béton



Mohamed
El Ouardi, PDG
du groupe Bab
Darna.

Le rideau est tombé sur la plus grande escroquerie immobilière de l'histoire du Maroc. L'affaire Bab Darna et son cerveau qui a vendu des logements dans des complexes résidentiels fictifs a fait quelque 1400 victimes.

P7

Awatif Hayar

La ministre de la Famille ou du Conjoint

Awatif Hayar, ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille.

P5

Confus DE CANARD

CHAN, chantage et Changriha

P2



Déconfiné
de Canard
Côté
BASSE-COUR

Le cumul des mandats
politiques et sportifs arrive
au Parlement

Vers une troisième Guerre
mondiale ?

P4

L'entretien -à peine- fictif
de la semaine

Said Changriha



L'Algérie est
profondément
atteinte par le Maroc

P11

LES BOULANGERS DE FRANCE PRIS À LA GORGE
PAR LES FACTURES ASTRONOMIQUES DE L'ÉLECTRICITÉ



ZAG

**PLUS DE VITESSE
PLUS DE CONFORT**

**Maroc
Telecom**

**LA FIBRE
JUSQU'À
200
MÉGA**

100 méga à 500 DH et 200 méga à 1000 DH



COMMANDEZ VIA



OU





Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

CHAN, chantage et Changriha

Le Maroc n'a pas pris part au CHAN 2023 qui s'est ouvert en Algérie vendredi 13 janvier. Faute d'obtention de la part des autorités du pays hôte l'autorisation de vol direct pour l'avion RAM devant transporter les Lions de l'Atlas depuis Rabat vers Constantine. L'absence forcée du Maroc, double tenant du titre des U23, qui a attendu jusqu'à la dernière minute la réponse d'Alger, marque un nouveau palier dans l'escalade hystérique et puérile du régime algérien contre son voisin. Mais l'événement ce n'est pas l'Algérie qui organise le CHAN. Mais le Maroc qui n'y participe pas à cause des basses manœuvres du régime organisateur.

Les pays normalement constitués profitent de ce genre de manifestations footballistiques, bénéficiant d'une large audience mondiale, pour se montrer sous leur meilleur jour et véhiculer les valeurs nobles du sport-roi. L'Algérie, elle, a mis à contribution le CHAN pour étaler à la face du monde la stupidité de sa gouvernance politique et la haine institutionnalisée jusqu'au risible que ses dirigeants vouent au Maroc et aux Marocains. C'est ainsi que la cérémonie d'ouverture de la compétition, censée être un moment de divertissement et de plaisir, a été transformée en tribune officielle anti-marocaine dans un exercice caricatural en deux actes qui défie l'entendement. Pour la première attaque frontale, en l'honneur de l'absence du Maroc qui a dû réjouir le régime des caporaux, ces derniers ont sorti de leur kèpi un drôle de zigoto présenté comme le petit-fils de Nelson Mandela. Impossible que le grand Mandela, qui a bénéficié du soutien logistique et financier de feu Hassan II de l'aveu même de l'intéressé enfante un petit mercenaire pareil.

Acheté pour les besoins d'une grossière mise en scène sonnante et trébuchante. La démonstration de farce contre le Maroc n'a trompé personne. Elle a été achetée en contrepartie d'une valise de pétrodollars pour que ce triste figurant, qui n'a rien d'une figure honorable, répète tel un perroquet de la savane le mensonge de ses maîtres de circonstance: « une dernière colonie est présente en Afrique, le Sahara Occidental » dont il a dénoncé « l'oppression » par le Maroc. Et pour faire bonne mesure, la nouvelle marionnette d'Alger d'un jour a appelé au passage à la libération de la Palestine. C'est d'une affliction...

Pathétique régime algérien qui en est réduit désormais à s'acheter, comme certains les services d'une Escort-girl, les érucations ridicules d'un quidam dont on ne lui connaît le moindre engagement militant, et qui a trempé volontiers dans une entreprise indigne de détournement de l'héritage de la grande figure sud-africaine.

Le décor du CHAN à la sauce algérienne a été merveilleusement planté. Les présidents de la FIFA et de la CAF, qui ne sont pas sans ignorer où ils mettent les pieds, ont dû apprécier le niveau de leur

hôtes qui n'ont pas hésité à instrumentaliser un événement sportif continental pour glorifier une bande de mercenaires sponsorisés par l'Algérie qui assume ouvertement son statut d'ennemi déclaré du Maroc. Après avoir échoué à imposer sur le terrain diplomatique les thèses farfelues de « peuple sahraoui spolié de sa terre », Alger s'emploie désormais à empoisonner le climat sportif en recourant à des méthodes pour le moins mesquines. Agissements gravissimes qui violent la charte de la CAF et son règlement et appellent de la part de l'instance africaine de football une sanction exemplaire.

En attendant, ce scandale sans nom offre la énième preuve que les dirigeants algériens, ni crédibles ni fiables, sont incapables de fédérer et de mettre en sourdine, ne serait-ce que l'espace d'un tournoi footballistique, leur ressentiment irrationnel à l'endroit du Royaume. Un ressentiment qui a achevé de les aveugler en leur faisant commettre dans une surenchère de plus en plus agressive des actes nuls en pagaille. Degré zéro de la politique. Degré zéro des règles de bon voisinage. Degré zéro de la diplomatie. Degré zéro de la courtoisie. Degré zéro de l'hospitalité.

Telle est l'Algérie de la paire Changriha-Tebboune. Ne dégageant rien de positif, recroquevillée sur des réflexes d'un autre âge, elle collectionne les dérives, s'autorisant tous les forfaits contre son voisin. A l'image de qui a marqué également cette cérémonie d'ouverture et le match d'ouverture Algérie-Libye: Une bordée d'insultes racistes contre les Marocains a fusé des tribunes en présence de M.M Infantino et Motsepe: «Donnez-lui des bananes, donnez-lui des bananes, le Marocain est un animal», a scandé un public visiblement en service commandé, rétribué pour mal agir.

On pourrait aussi répondre à l'insulte par l'insulte, la rime en prime : l'Algérien est un âne, c'est un luxe pour lui que de manger la banane. Mais les Marocains sont bien éduqués pour tomber dans le caniveau et

invectiver un peuple frère victime de la propagande outrancièrement mensongère des médias officiels sur le Maroc et ses institutions. Boycottée par la Tunisie, l'Égypte et le Maroc - trois grandes nations du football africain - le CHAN à la sauce algérienne est une entreprise honteuse qui s'est écartée de manière flagrante de l'esprit du sport en général et de ses valeurs partagées dans le reste du monde. Sauf au pays des caporaux d'Alger, qui continuent à sauter à pieds joints dans l'infamie dès qu'il s'agit du Maroc. Rendus chroniquement malades par le Royaume et ses réussites au point de perdre la raison et de s'emmêler les crampons et les lacets, Changriha et compagnie ont fait de leur voisin, faute de facteurs de succès internes, leur principal sujet d'existence. Vite, il faut les mettre sur le divan !

Le CHAN à la sauce algérienne est une entreprise honteuse qui s'est écartée de manière flagrante de l'esprit du sport en général et de ses valeurs partagées dans le reste du monde.



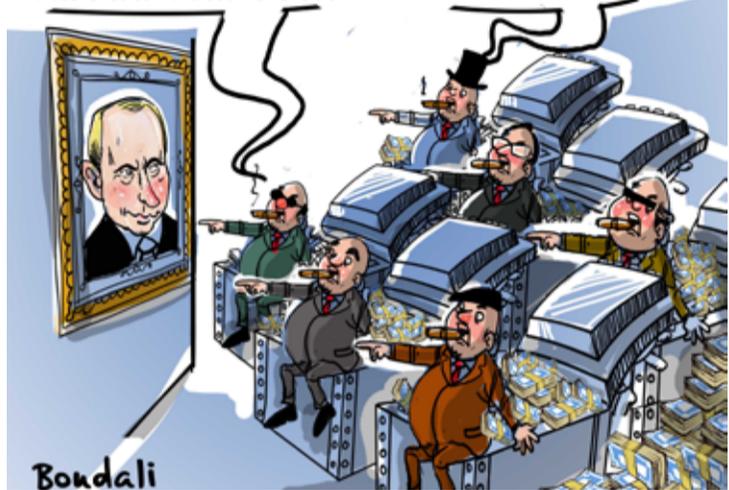
Côté BASSE-COUR



LE FORUM DAVOS DOMINÉ PAR LA GUERRE EN UKRAINE

C'EST
LUI L'ENNEMI
DU POUVOIR
D'ACHAT DES
MILLIARDAIRES...

IL VEUT CREUSER
LES INÉGALITÉS
ENTRE LES NATIONS
RICHES...



Vers une troisième Guerre mondiale ?

En réaction aux nouvelles attaques meurtrières russes contre les civils ukrainiens à l'est du pays, l'Otan a annoncé dimanche 15 janvier sa volonté de livrer à Kiev de l'armement lourd. C'est ainsi que la France, l'Allemagne et les États-Unis ont promis l'envoi de blindés d'infanterie ou de chars de reconnaissance. Pour sa part, le Royaume-Uni a annoncé, samedi 14 janvier, son intention de livrer 14 chars Challenger 2. La Pologne, quant à elle, s'était dite prête à livrer 14 chars lourds allemands Leopard 2. Ce que l'Occident a jusqu'ici refusé de faire, fournir à l'Ukraine des armes lourdes, par crainte d'être entraîné dans la guerre n'est plus une ligne rouge. Voilà qui pourrait déboucher sur

une internationalisation du conflit et son débordement au-delà de l'Ukraine, objectif inavoué poursuivi visiblement par Moscou via son acharnement contre l'Ukraine. Un conflit qui a démarré il y a environ un an et que rien ne semble pouvoir arrêter, tellement le Russe de Poutine est déterminée à aller jusqu'au bout de sa folie destructrice dont les conséquences ont profondément affecté la planète en provoquant la flambée des prix des matières premières et des produits alimentaires. Pays agressé, l'Ukraine a besoin de manière vitale d'armes sophistiquées pour contrer les assauts répétés de l'armée russe qui la mettent en difficulté sur le terrain. A la guerre comme à la guerre. Et le sang appelle le sang.

Le cumul des mandats politiques et sportifs arrive au Parlement

Le projet déposé récemment par le groupe haraki à la première chambre a suscité des remous dans les rangs des députés. Et pour cause. Le texte vise à faire interdire le cumul des mandats électifs et la fonction de dirigeants sportifs. Une telle disposition n'est naturellement pas du goût de nombre de parlementaires cumulards qui sont en même temps présidents de clubs notamment de football, à l'image de Said Naciri du WAC, le patron de l'UC Mohamed Joudar Mohamed Boudrika ou Mohamed El Haidaoui de l'Olympique de Safi (ces deux derniers sont soupçonnés d'avoir trempé

dans le scandale de la vente au marché noir des billets du mondial). C'est à la faveur de cette affaire retentissante, dont s'est saisi la BNPJ sur ordre du parquet, que le président du groupe haraki Driss Sentissi a décidé de monter au créneau pour mettre fin par la loi aux responsabilités tentaculaires de certains personnages qui ont pris l'habitude de se cacher plusieurs casquettes. On verra si les députés interagiront positivement avec ce texte dont le sort final traduira l'existence ou non de la volonté politique de mettre fin aux incompatibilités et au cumul des mandats politiques et sportifs hissés au rang de véritable sport national.

Beurgeois GENTLEMAN

Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (11)

Entre Dominique Voynet et Lionel Jospin, c'est une histoire non pas platonique, mais atomique. La Voynet a donné l'avoinée au trotskiste Jospin ! Ce rouge qui s'est fait ripoliner en rose pour essayer de devenir président de la République s'est fait lamentablement sortir par Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002... C'était bien La Peine de se présenter pour se vautrer ainsi, ça n'en valait pas Le Pen... Depuis, après avoir reçu l'avoinée de sa vie, l'ex-trotskiste s'est définitivement retiré de la vie politique. Ce garçon aura porté un coup fatal à la recherche française en sabordant le projet nucléaire Superphénix qui avait coûté 10 milliards d'euros pour sa construction... Actuellement, ce site coûte « un pognon de dingue » pour sa déconstruction... Plus d'un quart de siècle plus tard, la triple faute de Lionel Jospin apparaît au grand jour : (1) Une faute scientifique et technologique à laquelle il faut rajouter l'abandon du projet de démonstrateur de réacteur surgénérateur de quatrième génération ASTRID en janvier 2020 par l'actuel Banquier Président de la « Start-up Nation » selon le propre délire de Macron. (2) Une faute économique et une gabegie financière (une dizaine de milliards d'euros pour la construction et tout autant pour le démantèlement des installations de recherche et la dissolution du tissu industriel spécifiques dédiés à cette technologie des RNR - Réacteurs surgénérateurs dits « à Neutrons Rapides ». (3) Une faute sur le plan de l'emploi et de la production massive d'une électricité pour le soutien de l'industrie. Mais à qui serviront ces connaissances si aucun réacteur de ce type n'est construit avant le départ en retraite et le décès de tous ces ingénieurs et techniciens ? Superphénix représente une technologie très riche, développée par des personnels particulièrement motivés et performants qui ont montré que la France savait mettre au point des équipements technologiques innovants de très haut niveau. La France ne peut plus tirer profit de l'expérience accumulée, ni poursuivre les recherches dans le domaine des réacteurs à neutrons rapides pour l'avenir à plus long terme. Puisque cette technologie très riche est remarquable, Jospin l'abandonne et perd l'expérience de ces personnels particulièrement motivés et performants. Quelle inconséquence vis-à-vis de l'avenir de la France et quelle perte pour la recherche et la technologie ! L'abandon de Superphénix fut plus qu'une erreur technique, humaine et financière, ce fut une faute grave contre la France, ce dont personne ne semble aujourd'hui responsable devant les Français ! La France continuera longtemps encore à payer le prix de cette trahison nationale alors que ses concurrents progressent dans la voie des RNR de quatrième génération (Etats-Unis, Russie, Chine, Inde). En ce début d'année 2023, un jeune papa d'un bambin de 3 ans, s'est entendu dire par le pharmacien de son quartier « je n'ai plus de Doliprane, revenez dans trois semaines ! ». Le papa lui a hurlé : « Mais mon fils a de la fièvre aujourd'hui, pas dans trois semaines ! » C'est quoi cette sous France qui sous-traite la fabrication de son Doliprane aux Chinois ? Ces derniers font faire les analyses de chimie et valident les critères qualité dans le cargo pendant la traversée des océans... Arrivé dans l'Espace de la communauté européenne, le dit cargo chinois valide ses analyses chimiques pendant une escale à Malte pour avoir les autorisations de vente en France... Pendant les fêtes de fin d'année 2022, une centaine de patients sont morts sur leurs brancards dans les couloirs des urgences en attendant - 20 heures pour celui de Strasbourg - qu'un soignant puisse se libérer pour s'occuper de ses impatients... Après, ne pas s'étonner de la montée du vote pour les extrêmes... Après la gauche caviar et la droite délinquante, voici venu le temps du centre mou ! Quelle souffrance (sous France) ! (À suivre) ▶



Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

L'action inédite de Bank-Al-Maghrib



Abdellatif Jouahri.

Bank Al-Maghrib (BAM) a procédé, le 9 janvier 2023, au rachat de 15 milliards de DH de bons du Trésor sur le marché secondaire. La maturité moyenne des titres en question est de 6,5 mois, avec un taux de rendement moyen de 3,34. Un deuxième appel

d'offres d'achat de ces bons a été effectué le lundi 16 janvier.

Il s'agit d'une première, la banque centrale n'ayant jamais fait jusqu'ici de sortie similaire.

Cette action intervient dans un contexte marqué par une forte poussée inflationniste et une hausse des taux directeurs. Or, le patron de BAM avait anticipé cette possibilité à l'occasion du dernier conseil de l'institution tenu en décembre dernier. « Si les besoins se font sentir au niveau du Trésor, nous irons sur le marché secondaire pour acheter des bons du Trésor et réguler la liquidité au niveau du marché des obligations de l'Etat », avait-il expliqué. Par son intervention inédite, Bank-Al Maghrib vise à réguler la liquidité du marché secondaire perturbé par une hausse désordonnée des taux d'intérêt. Ce phénomène se traduit par une dépréciation de la valeur des fonds qui y ont déjà été injectés.



Côté BASSE-COUR



**DÉVELOPPEMENT SOCIAL : AAWATIF HAYAR
LANCE SA STRATÉGIE 2022-2026
JE ME SUIS OFFERT AUSSI
MA STRATÉGIE ET ELLE EST PLUS
SEXY QUE LA TIENNE...**



L'enseignant au cœur de la réforme

Une nouvelle pierre vient de s'ajouter à l'édifice de la mise à niveau de l'école marocaine, telle qu'elle a été consignée dans la feuille de route 2022-2026. Il s'agit du statut unifié du personnel de l'éducation nationale qui sera élargi également aux enseignants contractuels. Cette réforme a fait l'objet d'un accord signé samedi 14 janvier entre le gouvernement et les syndicats représentatifs du secteur. Signé sous la supervision du chef de gouvernement, Aziz Akhannouch qui l'a qualifié d'historique, cet accord met l'enseignant et sa motivation au cœur des défis liés à l'amélioration du système éducatif national. Pour M. Akhannouch, l'accord en question « permet d'aller vers un statut unifié pour l'éducation et ouvre la voie au développe-

ment de la profession et à l'amélioration du statut des enseignants et de tous les cadres du secteur». Concrètement, en vertu des dispositions du nouvel accord, les parcours professionnels des enseignants seront uniformisés dans un esprit d'instauration de l'égalité des chances pour l'ensemble des fonctionnaires, selon le communiqué de la primature, qui indique que la réforme entend améliorer « les conditions professionnelles, sociales et morales » du personnel enseignant pour favoriser un meilleur rendement tout en suscitant des vocations. En effet, un enseignant bénéficiant de conditions de travail attractives mais aussi bien formé est la pierre angulaire d'une école performante que les Marocains appellent de leurs vœux.

Cette photo qui parle à Erdogan



Le président Erdogan a choisi la meilleure photo du Mondial Qatari.

Après avoir félicité les Lions de l'Atlas suite à sa qualification historique aux demi-finales de la Coupe du monde Qatar 2022, le président turc Recep Tayyip Erdogan a choisi comme photo de l'année 2022 dans catégorie sport, un cliché montrant les joueurs marocains prosternés en signe de remerciements à Dieu après la victoire contre l'Espagne en huitièmes de finale de ce même mondial. Le président Erdogan a plébiscité l'image en question, immortalisée par le photographe turc Salih Zeki Fazlioglu parmi une centaine d'images, dans le cadre du concours de photos organisé par l'agence Anadolu dans les catégories actualité, sport, environnement et vie.

Aawatif Hayar

La ministre de la Famille ou du Conjoint

Il ne faut pas critiquer la ministre de la Solidarité, de l'insertion sociale et de la Famille, l'istiglaliennne Aawatif Hayar. Sinon vous serez taxé de sexiste, ou de misogyne. « Je subis cette violence parce que je suis une femme », a-t-elle osé déclarer lors d'un point de presse à l'occasion de la présentation de sa stratégie ministérielle en début de cette semaine. «En l'absence d'une évaluation basée sur des indicateurs objectifs, j'estime que je suis victime de cette violence à cause de mon genre», a-t-elle ajouté. C'est la première fois qu'une femme ministre au Maroc et même ailleurs établit un lien de cause à effet entre les griefs professionnels qui lui sont opposés au fait qu'elle soit femme. En voilà un bel argument de faiblesse dégainé par une responsable à court d'arguments convaincants pour expliquer les raisons de la nomination de son mari dans son cabinet. S'estimant injustement attaquée, Aawatif Hayar va jusqu'à assimiler les allégations selon lesquelles

le ministère est dirigé par son conseiller de mari à une « une violence » à son égard et même à « une insulte » à toutes les femmes marocaines. En disant cela, Lallahom Aawatif pense sans doute que le népotisme est une valeur partagée par la moitié de la société marocaine. Elle ne fait pas dans la dentelle notre Aawatif qui trouve normal d'embaucher son conjoint sans que ce mélange des genres ne donne lieu ni à des reproches ni à du soupçon. Or, Hayar est une professionnelle de la récidive- elle avait confié la présidence



Une ministre d'un genre nouveau.

d'une commission à son mari du temps pas lointain où elle était présidente de l'université Hassan II - qui a le chic de prêter le flanc aux réprimandes. Ce qu'elle doit savoir c'est qu'elle a flingué son mandat ministériel par son histoire de mari qui le poursuivra toute sa vie. Elle a beau accoucher de la meilleure stratégie sociale de tous les temps, on ne retiendra que ça de notre ministre de la famille et du conjoint !

L'administration plus proche des amazighophones

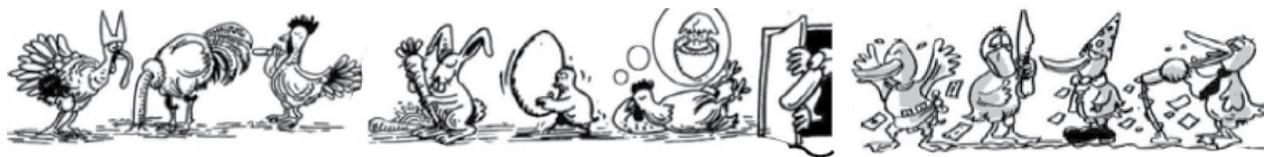


La culture berbère, des avancées majeures.

« La mise en œuvre du caractère officiel de l'amazigh est une priorité pour le gouvernement ». Lors du Conseil de gouvernement du jeudi 12 janvier, le chef du gouvernement Aziz Akhannouch a renouvelé son engagement formulé quelques jours plus tôt à Khemisset en faveur du renforcement de l'usage de l'amazigh dans l'administration publique. Quatre conventions de partenariat ont été signées dans ce sens entre plusieurs départements ministériels afin de permettre aux amazighophones d'être mieux servis et orientés lors de leurs diverses démarches administratives. Portée par le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, cette réforme consiste à doter les différents services publics d'agents d'accueil parlant « Tarifit, Tachelhit, Tamazight » et de la signalétique appropriée écrits dans ces trois dialectes. La langue amazigh dans ses trois déclinaisons sera également intégrée dans les centres d'appels et autres supports de communication, notamment l'Internet, mis en place par le secteur public. Comme l'a rappelé M. Akhannouch dans son allocution, l'officialisation du berbère et son intégration dans le vécu national (administration, enseignement et paysage audiovisuel) n'auront pas été possible sans la volonté royale. Les jalons de cette reconnaissance ont été posés lors du discours du souverain à Ajdir en 2001.



Côté BASSE-COUR



SCANDALE DU CONCOURS DES AVOCATS : LE MINISTRE DE LA JUSTICE FRAGILISÉ DANS SON PROPRE PARTI

TOUT LE MONDE ME FUIT, PERSONNE NE ME DEFEND SAUF TON FILS QUE TU AS FAIT AVOCAT...



Bondali

OCP bien noté par Moody's

L'agence de notation Moody's a attribué une notation inaugurale de Baa3 (Investment Grade) avec une perspective stable au groupe OCP. Cette distinction puise sa pertinence dans quatre facteurs favorables au groupe : son leadership international sur le marché des engrais phosphatés, le faible coût de sa production, ses politiques financières prudentes et une tendance mondiale en hausse de la demande en phosphates.

Dans sa notation Moody's a pris en considération l'excellente liquidité d'OCP qui lui permet de soutenir son plan de développement. L'efficacité de la politique financière d'OCP se traduit par le maintien d'un ratio

d'endettement net sur EBITDA inférieur à 2,5 x en moyenne tout au long du cycle.

Le faible coût de production du groupe OCP par rapport à ses concurrents offre à l'entreprise l'avantage d'être plus résiliente aux différentes saisonnalités, aux périodes de baisse de la demande mondiale d'engrais ou de hausse des prix des matières premières.

Enfin, les perspectives de la demande en engrais phosphatés au niveau mondial, bien qu'elles puissent être fluctuantes, connaîtront dans les années à venir des tendances à la hausse due à l'évolution démographique et au recul des terres cultivables.

TLS Contact perd le consulat d'Italie

Les services consulaires d'Italie au Maroc ont décidé de se passer des services de TLS Contact pour la prise de rendez-vous et la gestion des demandes des visas. C'est ce que nous apprend un communiqué conjoint rendu public par l'ambassade d'Italie à Rabat et le Consulat général d'Italie à Casablanca. Le nouveau prestataire qui prendra le relais dans les mois à venir s'appelle VF Worldwide, sectionnée suite à un appel d'offres. TLS Contact a été certainement écartée en raison de son implication dans une sombre affaire de manipulation moyennant bakchich des rendez-vous de visas, révélée en septembre 2022 par le consul italien de Casablanca.

Ce changement de prestataire coïncide avec un autre scandale qui a

éclaboussé tout récemment TLS Contact. Il s'agit du transfert régulier et non notifié d'images extraites des enregistrements de vidéosurveillance vers deux institutions gouvernementales à l'étranger, laquelle transmission d'images a été déclarée et confirmée par un responsable du traitement, selon un communiqué émis par la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP). Selon le règlement de la CNDP, le non-signallement de cette transmission vers l'étranger à ses services représente en l'espèce une infraction aux dispositions énoncées dans le chapitre 7 de la loi 09-08 et expose son auteur à des peines prévues par cette loi. TLS Contact risque de se voir retirer le visa... d'exploitation ?

Le Maroc maltraite-t-il ses migrants ?



Le Maroc ne dispose pas de centres d'accueil pour migrants.

La police a interpellé lundi 16 janvier un groupe de migrants subsahariens à Casablanca. Ces derniers sont soupçonnés d'être impliqués dans des faits de violence envers les forces de l'ordre lors d'une opération de déviation de leurs camps installés tout au long de la voie du tram en chantier, près de la gare de Oulad Ziane à Casablanca. Cette zone est régulièrement le théâtre de vives tensions entre les migrants, les riverains et les forces de l'ordre.

Une vidéo ayant circulé sur les réseaux sociaux montre des scènes de jets de pierre sur des policiers dont certains ont été pris à partie. Bilan de ces incidents : un policier blessé et 5 voitures de police endommagées.

« Les autorités sont responsables de leur rassemblement sur ces lieux car les migrants arrêtés dans plusieurs régions sont refoulés vers Casablanca », a dénoncé l'AMDH sur son compte Facebook. En effet, les subsahariens ont fait de cet endroit d'où ils viennent d'être chassés leur principal campement qui leur sert

de lieu de rencontre, de chambre à coucher, de salle à manger et même de toilettes. Faute justement d'un centre humanitaire d'accueil pour migrants digne de ce nom qui tarde à voir le jour. De telles infrastructures sont nécessaires pour que ses pensionnaires bénéficient de conditions de vie décentes. Surtout que le royaume, principale voie d'accès à l'Europe pour les migrants clandestins, a décidé en 2013, histoire de promouvoir une migration plus juste et à visage humain, de devenir officiellement une terre d'accueil de ces derniers. Mais cette décision noble, qui se heurte sur le terrain à l'indifférence des autorités locales et élues, n'a pas été accompagnée par une prise en charge adéquate des flux migratoires de plus en plus croissants. Fuyant la guerre et la misère qui sévissent dans leurs pays, les subsahariens qui débarquent au Maroc font pour la plupart la manche dans la rue et aux ronds-points pour survivre. Le phénomène prend des proportions alarmantes sans que cela ne semble émouvoir les responsables. Triste constat.

LA VALEUR DES JOUEURS MAROCAINS A AUGMENTÉ DE PLUS 70% APRÈS LE MONDIAL

L'INFLATION AFFECTE TOUT Y COMPRIS LE PRIX DE NOS FOOTBALLEURS...



Bondali



Le Maigret du CANARD



Mohamed El Ouardi condamné

Un verdict en béton

Le rideau est tombé sur la plus grande escroquerie immobilière de l'histoire du Maroc. L'affaire Bab Darna et son cerveau qui a vendu des logements dans des complexes résidentiels fictifs a fait quelque 1400 victimes.

Saliha Toumi

Le verdict est finalement tombé dans le scandale Bab Darna, cette gigantesque escroquerie immobilière dont le la tête d'affiche judiciaire est le président du groupe Mohamed El Ouardi. Ce dernier a été condamné jeudi 12 janvier à 15 ans de réclusion criminelle par la cour d'appel de Casablanca pour participation à la falsification de documents officiels, escroquerie et émission de chèques sans provision. Ses coaccusés au nombre de 7 ont écopé, quant à eux, de peines oscillant entre 2 et 12 ans de prison. En dehors du notaire, les autres inculpés sont les proches collaborateurs de M. El Ouardi dans Bab Darna : le directeur général, le directeur commercial, la directrice administrative et financière, le directeur technique et le comptable. Considéré comme la plus grande escroquerie immobilière de l'histoire du Maroc autant par les sommes détournées que par le nombre des victimes, l'affaire éclate en 2019 lorsque plusieurs centaines de clients de Bab Darna découvrent le pot-aux-roses : le caractère fictif des projets immobiliers commercialisés par cette enseigne avec laquelle ils ont signé des contrats de réservation de divers logements dans le cadre de la Vente en état futur d'achèvement (VEFA). Les victimes de El Ouardi se

sont retrouvées sur le carreau après avoir longtemps attendu la réception de leur bien (logement économique, moyen standing ou villa) qu'elles ont réservé contre des acomptes substantiels dans des projets situés à Casablanca, Tamaris, Dar Bouazza, Deroua, Mohammedia, Ouarzazate, Agadir, Marrakech. Il s'est ensuite avéré que ces complexes, près d'une douzaine, n'ont aucune existence réelle et que les terrains n'appartiennent même pas à l'entreprise ! La seule chose vraie c'est les sommes d'argent faramineuses empochées par l'escroc au titre des avances, estimées entre 400 et 700 millions de DH. Le procès qui s'est ouvert en avril 2021 a permis de lever un coin du voile sur la cachette du magot : Le Panama. Les fonds détournés auraient été investis par le promoteur indélicat dans ce paradis fiscal. C'est la principale révélation de ce procès qui a duré trois ans. Mais aucune saisie n'a été possible pour permettre aux victimes de récupérer leur argent. Ces dernières se retournent contre l'Etat afin de se faire rembourser. «Nous, victimes, demandons à ce que toutes les parties et administrations impliquées dans cette affaire soient sollicitées. Nous n'étions pas partis de notre propre compte à la recherche d'El



Mohamed El Ouardi, PDG du groupe Bab Darna.



Ouardi. Nous avons regardé des publicités. Nous avons également rencontré les représentants de la société dans des salons de l'immobilier. Il y avait un notaire -notre garant de par la loi- et nous sommes même partis dans des administrations pour signer des documents. Toutes ces parties sont comptables de ce qui s'est passé», a déclaré une victime au site 360 à l'issue du prononcé du verdict.

Stratagème

Au Maroc, les escroqueries immobilières défraient régulièrement la chronique car il n'y a pas plus facile que de gruger des gens désireux d'acquiescer un logement. Il suffit juste pour cela de mettre au point un procédé plus ou moins ingénieux et le tour ... du faux propriétaire est joué. C'est exactement ce qu'a fait cet ancien banquier qui se fait appeler « Sidi Mohamed » en misant essentiellement sur la communication via les réseaux sociaux et le relais précieux offert par certains sites électroniques.

Rien de tel en effet qu'un immense tapage médiatique pour se faire connaître auprès du grand public et se construire une réputation sur le marché. La télé n'est pas en reste où ce promoteur peu scrupuleux a fait son apparition avec une publicité diffusée lors du ramadan en pleine rupture du jeûne. Une publicité montrant un chanteur qui fait en chantonant la cour à sa future

femme qui lui répond : « Si tu veux me faire plaisir, achète-moi une villa à Bab Darna ».

Parmi les victimes de El Ouardi figurent plusieurs dizaines de Marocains de l'étranger qui ont mordu à l'hameçon lors de leur démarchage à l'occasion des salons SMAP Immo organisés notamment en France et en Belgique. Proposer des prix alléchants défiant toute concurrence pour vendre le maximum de logements sur plan faisait partie aussi du stratagème Bab Darna Immobilier. Une de ses réclames vantait d'ailleurs un programme immobilier en ces termes : Votre villa de luxe au prix d'un appartement ! Entretenir l'image d'un bienfaiteur auprès de la population est un gage de générosité, de probité et de confiance. M. El Ouardi n'a pas hésité non plus à utiliser ce ressort en organisant une opération de distribution de repas chauds et autres couvertures au profit des SDF de Casablanca.

Une vidéo postée sur Internet montre une armada de jeunes préparant des barquettes affichant ostentatoirement le logo de Bab Darna sur le couvercle. Il faut bien que l'on connaisse l'identité de ce philanthrope qui se préoccupe du sort des accidentés de la vie. Le Faux bienfaiteur et vrai escroc a tout loisir pour méditer dans sa cellule sur son triste sort. ►

ALGER RECRUTE UN PETIT MERCENAIRE SUD-AFRICAIN





Le Maigret du CANARD



Extradition de Hassan Iquioussen vers le Maroc

Un retour forcé et des zones d'ombre

L'imam éclairé Hassan Iquioussen a été reconduit vendredi le 13 janvier vers le Maroc depuis la Belgique, où il s'était enfui à la fin de l'été après son expulsion de France pour des « propos incitant à la haine et à la discrimination ». Remontant à 2004 et pour lesquels il s'était excusé. Retour sur une affaire mystérieuse.

Ahmed Zoubair

S'il faut un signe du réchauffement des relations maroco-françaises, l'arrivée de Hassan Iquioussen au Maroc vendredi 13 janvier, en provenance de Belgique en est bel et bien un.

Car Rabat avait dans un premier temps refusé au cours du mois d'août dernier, au moment du démarrage des ennuis politico-judiciaires du prédicateur marocain, de délivrer le laissez-passer consulaire. Un document nécessaire à l'application de la décision de l'expulsion du prédicateur vers son pays d'origine, prise par le ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin. Ce refus avait été mis, selon les observateurs, sur le compte du froid diplomatique entre les deux pays du fait de plusieurs désaccords notamment autour du dossier du Sahara marocain et celui des visas. L'avocate de M. Iquioussen Lucie Simon s'est étonnée de la « volte-face » de Rabat, estimant que « la vie de M. Iquioussen est en France ». Et d'ajouter : « Nous attendons le jugement sur le fond du Tribunal administratif de Paris, si l'arrêt d'expulsion (français) était annulé, la France devra assurer son retour ».

En attendant, son client a été refoulé vers le Maroc selon le scénario préparé par les autorités françaises.

Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, on voit l'imam poussant son chariot à bagages sur le parvis de l'aéroport Mohammed V de Casablanca et plaisantant avec ses proches venus à son accueil.

« Mon oncle, tu n'es plus recherché? », lui lance sur un ton enjoué l'homme venu à sa rencontre aux abords de l'aéroport. « Je suis l'homme le plus libre sur terre », lui répond tout aussi souriant et décontracté l'imam qui a dit sa satisfaction, visiblement surpris d'avoir bien été traité par les agents de la police des frontières qui étaient informés en amont de son arrivée. « Ils m'attendaient ! Bonjour Monsieur Hassan, bienvenue, comment allez-vous ? Ils m'attendaient tous », s'est-il exclamé, soulagé de ne pas avoir été soumis, comme il le redoutait, à un interrogatoire long et musclé eu égard à ses critiques envers l'État marocain formulées au cours de certains de ses prêches en France. Fin donc du calvaire

de M. Iquioussen avec son retour forcé au Maroc, son pays d'origine après l'annonce par Nicole de Moor, secrétaire d'État belge à l'Asile et la Migration de son expulsion de Belgique où il a été arrêté le 30 septembre dernier. « Nous ne pouvons pas permettre à un extrémiste de se promener sur notre territoire. Toute personne qui n'a pas le droit d'être ici doit être renvoyée », a souligné Mme de Moor, saluant au passage « la bonne coopération » avec la France sur ce dossier. Décrété persona non grata dans sa terre de naissance, la France, pour des raisons mystérieuses, Hassan Iquioussen s'est retrouvé subitement au cœur d'un grand imbroglio politico-juridique avec inscription au fichier des personnes recherchées partagé dans le système Schengen.

La machine anti-Iquioussen s'est mise en branle lors de l'été dernier pour sanctionner des propos remontant à 2004 jugés antisémites et misogynes et pour lesquels il s'est excusé. Malgré cela, le Conseil d'État saisi par le ministre de l'Intérieur annulera le 30 août 2022 l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Paris suspendant l'expulsion de Hassan Iquioussen. Pour cette haute juridiction, les paroles de l'imam constituent « des actes de provocation explicite et délibérée à la discrimination ou à la haine justifiant la décision d'expulsion ».

Troublant

Mais pourquoi exhumer aujourd'hui une non-affaire ancienne et en faire aujourd'hui une affaire d'État ? Là réside la question et tout le mystère. Celui-ci s'épaissit davantage lorsque l'on sait que Hassan Iquioussen est à rebours de l'islamiste dangereux dépeint par le ministre français de l'Intérieur Gerald Moussa Darmanin.

L'acharnement politico-judiciaire sur Hassan Iquioussen est franchement troublant. A l'inverse de ses affirmations, M. Iquioussen, fort d'une large audience sur les réseaux sociaux, défend le mariage civil, prône l'égalité homme-femmes, a condamné les attentats ayant visé la France et la Belgique et ne stigmatise pas les homosexuels. Il faut être aveugle et sourd pour ne pas voir qu'il est plutôt moderne (Costume-cravate, barbe finement ciselée et visage sympathique)



Hassan Iquioussen, un imam moderne et éclairé.

et ne pas entendre que ses prêches à caractère éducatif délivrés en très bon français sont un appel à la tolérance et au respect des lois de la république et du vivre-ensemble. Dans l'un de ses prêches, il a conseillé aux jeunes maghrébins issus de l'immigration de brandir le drapeau français et non celui de leur pays d'origine lors des victoires du Onze de France pour exprimer leur joie et cesser de vivre cette « dichotomie » identitaire. « soyez Français et assumez votre identité française », leur lance-t-il sur le ton de la conviction, avant d'ajouter : « Construisez votre société et améliorez-la », en affirmant qu'il n'y a aucun mal à « aimer un non-musulman car « il y a des « non-musulmans aimables et (...) » au niveau comportement meilleurs que des musulmans ».

Dans une autre conférence, M. Iquioussen recommande à son auditoire musulman de ne pas hésiter à inviter chez lui ses voisins d'autres confessions pour « passer avec eux deux ou trois heures dans l'échange et le dialogue, la bonté et l'hospitalité ». « Vous allez voir que toutes les tentatives de « diabolisation d'une partie de la société française, vous musulmans », véhiculées dans les médias vont « fondre au soleil de votre bonté et gentillesse », fait-il remarquer, le regard espiègle. On n'expulse pas un homme qui plaide

pour l'intégration des musulmans de France et leur demande de créer des liens de convivialité avec les Français de confession chrétienne ou juive... Troublant, non ?

Celui qui a vu le jour à Denain en France en 1958 se considère comme Français et assume sans complexes la citoyenneté de son pays natal en bonne musulman tolérant et respectueux de lois de la république. Pur produit de sa terre natale où il a grandi et étudié, il aurait pu être Français- et par conséquent à l'abri d'une mesure de refoulement - si son père ne l'avait pas dissuadé à sa majorité de faire la demande de la nationalité française, ce qui l'a obligé de solliciter à chaque fois des cartes de séjour de 10 ans pour rester en France. Comment est-il concevable de chasser de son pays natal qu'il dit aimer même s'il n'en a pas la nationalité une personne qui se réclame publiquement de « l'islam du juste milieu qui prône la tolérance et le respect des autres » ? On a en effet du mal à appréhender les véritables ressorts de l'expulsion de cet imam éclairé qui défend son identité franco-musulmane qu'il vit en parfaite symbiose avec les valeurs de la république française... Hassan Iquioussen dérange-t-il parce qu'il incarne le profil du parfait musulman bien intégré en France ? ▶



Le Maigret du CANARD



Intelligence artificielle contre cerveau humain

Ne réfléchissez plus, «ChatGPT» le fait à votre place !

L'intelligence artificielle (IA) vient de frapper fort avec son nouvel outil «ChatGPT». Il s'agit d'un Chatbot assez révolutionnaire capable d'effectuer toutes les tâches qu'on lui commande. Fascinant et inquiétant à la fois.

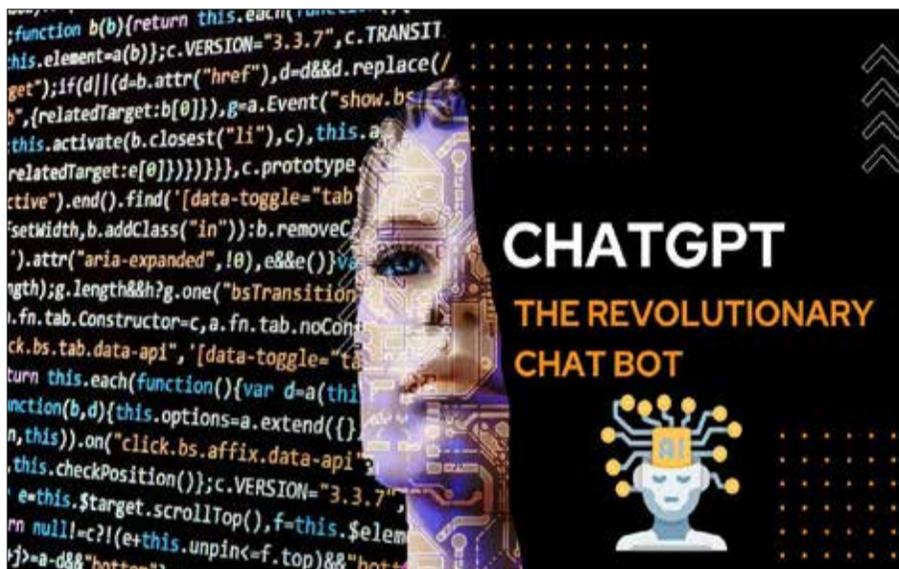
Jamil Manar

Répondre à une question, rédiger une dissertation, composer un poème, élaborer une recette de cuisine ou écrire un livre. Dès que vous faites part de votre requête à ChatGPT, le curseur s'avance vite et commence à rédiger dans la langue de votre choix. Vraiment bluffant comme machin inventé par Open AI, une entreprise qui compte comme actionnaire Elon Musk. Son potentiel extraordinaire de création de contenus rédactionnels fascine tous ceux qui veulent gagner du temps ou ne veulent pas se creuser les méninges.

En lui demandant de se présenter, ChatGPT se présente ainsi : « Bonjour, je suis un modèle de langage conçu pour aider les gens à obtenir des réponses à leurs questions et à obtenir de l'aide avec diverses tâches. Je suis entraîné à comprendre et à répondre à de nombreuses questions et à participer à des conversations de manière cohérente, et je suis heureux de pouvoir aider les gens de cette façon. Si vous avez des questions ou des demandes, n'hésitez pas à me les poser, je ferai de mon mieux pour vous aider dans la mesure de mes connaissances. »

Depuis sa sortie fin novembre dernier, ChatGPT qui est en accès libre sur simple inscription fait fureur auprès des étudiants qui s'en sont déjà servis pour faire leurs devoirs ou préparer un examen.

Certains professeurs n'y ont vu que du feu, accordant de bonnes notes aux étudiants alors que d'autres ont découvert le pot-aux-roses en remarquant le caractère identique, presque mot pour mot,



Un logiciel qui fascine autant qu'il inquiète.

de certaines copies. Plébiscité par les paresseux, le ChatGPT signe la fin du copier-coller facilité par Google et surtout des antisèches et autres techniques de fraude classiques. Avec cet outil intelligent, les professeurs doivent gérer un nouveau problème susceptible de tirer davantage le niveau scolaire vers le bas.

Plus besoin de fréquenter les bibliothèques pour faire des recherches, s'instruire en lisant des livres, faire des efforts pour élaborer une thèse ou même réfléchir. L'intelligence artificielle nous en dispense à merveille et c'est en cela qu'elle est porteuse de l'abêtissement des humains.

Conscient du danger que représente ce logiciel pour les processus d'apprentissage et d'acquisition du savoir, la ville de New York a réagi de manière radicale en interdisant l'usage de ChatGPT dans ses écoles publiques. Bien que

l'outil puisse fournir des réponses rapides et faciles aux questions, il ne développe pas les compétences de pensée critique et de résolution de problèmes, qui sont essentielles à la réussite scolaire et tout au long de la vie», a déclaré jeudi 5 janvier Jenna Lyle, attachée de presse pour la ville auprès de CNN.

D'autres pays peuvent lui emboîter le pas et bloquer cet outil problématique qui pose un immense défi aux systèmes éducatifs du monde entier.

D'aucuns s'inquiètent déjà des dérives de ces technologies, qui vont pouvoir générer des textes « naturels » et menacer le gagne-pain des rédacteurs.

Les créateurs artistiques sont également dans le viseur, avec le logiciel Dall E 2 (des mêmes OpenAI), qui crée des illustrations artistiques sur commande, en pastichant le style d'artistes connus (qui se plaignent d'être « pillés »). Dans le secteur de l'enseignement, le risque de plagiat va prendre des proportions énormes. Le plus grand risque porte sur le développement de la désinformation et des fake news qui deviennent ainsi un jeu d'enfant car ChatGPT ne restitue in fine que ce que ses créateurs ont mis dedans. Assistant virtuel, ChatGPT doit sa performance vertigineuse à sa capacité d'avalier et de mémoriser tous les contenus disponibles dans la toile jusqu'à 2021. ▶

Le monde redessiné par Elon Musk

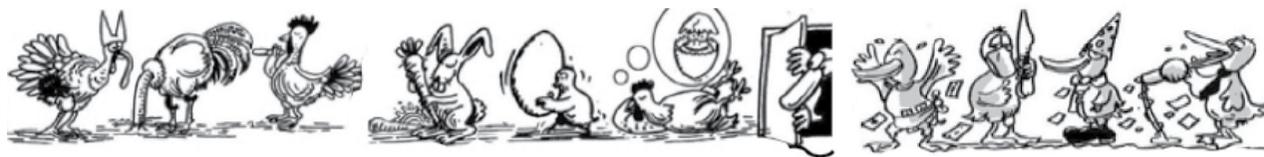
OpenAI est une organisation de recherche en intelligence artificielle (IA) qui vise à développer et promouvoir des technologies d'IA sûres et éthiques. Fondée en 2015 par un groupe de personnalités de l'industrie de la technologie, dont Elon Musk et Sam Altman, OpenAI s'efforce de mener des recherches avancées dans les domaines de l'apprentissage automatique, du traitement du langage naturel et de la robotique, entre autres. L'objectif de OpenAI est de contribuer à l'avancement de l'IA de manière responsable et de veiller à ce que ses avancées soient utilisées de manière éthique et bénéfique pour l'humanité.

C'est fou ce que ChatGPT peut accomplir...

- *Génération de réponses à des questions : ChatGPT peut être utilisé pour répondre automatiquement à des questions posées par les utilisateurs, par exemple dans un Chatbot ou un assistant virtuel. Dans ce sens, il peut entrer en concurrence directe avec Google.
- *Traduction automatique : ChatGPT peut être utilisé pour traduire du texte d'une langue à une autre, en utilisant des données de traduction préalablement annotées.
- * Synthèse vocale : ChatGPT peut servir pour générer du texte qui peut être lu à haute voix par une synthèse vocale.
- *Reconnaissance de la parole : ChatGPT est également fort pour transcrire du texte à partir de la parole humaine enregistrée.
- *Génération de contenu : ChatGPT est également partant pour générer du contenu automatiquement, comme des articles de presse, des résumés ou des descriptions de produits.
- *Analyses de sentiment : ChatGPT est capable d'analyser le ton et les émotions dans du texte, par exemple pour évaluer l'opinion des gens sur un sujet donné.
- *Aide aux devoirs pour les étudiants : faire des résumés, des dissertations, des calculs mathématiques, dénicher une information historique ou un article de loi.
- * Soutien psychologique : Le robot conversationnel apporte un support moral pour les personnes seules ou tristes qui peuvent discuter autant qu'ils le souhaitent avec Chat GPT.
- *Raconter des blagues pour se détendre.
- *Développer des applications : créer du code ou déboguer un code existant et afficher un programme informatique dans le langage souhaité.
- *Écrire des emails
- *Créer des recettes rapidement à partir d'une liste d'ingrédients.
- *Proposer des scénarios possibles sur la base de paramètres d'entrée choisis par l'utilisateur. ▶



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

L'Etat social

Un concept « fourre-tout » et une réalité complexe

Le concept d'Etat social est apparu dans le lexique politique au XIX^{ème} siècle dans un contexte bien particulier. Il revient, en effet, de Bismarck pour qui la mise en place d'une protection sociale était aussi destinée à étouffer l'essor politique du parti social-démocrate alors interdit, et à intégrer le mouvement ouvrier allemand. Cette définition limitée au départ à la protection sociale a été élargie progressivement pour inclure quatre piliers fondamentaux de l'Etat social à savoir : la protection sociale, la réglementation des rapports de travail (droit du travail, négociation collective, etc.), les services publics et les politiques économiques (budgétaire, monétaire, commerciale, des revenus, etc.) de soutien à l'activité et à l'emploi. Ainsi définie, cette notion s'avère beaucoup plus riche et féconde sur le plan analytique que la notion d'Etat providence (ou welfare state chez les Anglo-Saxons). Alors que ce dernier sous tendrait une sorte de charité publique à l'égard d'une population passive, l'Etat social est fondé au contraire sur une approche droits sociaux, lesquels sont obtenus la plupart du temps à la suite des luttes sociales.

Qu'en est-il au Maroc ? La notion de l'Etat social a été largement utilisée par le gouvernement en lui consacrant toute une partie dans son programme. Et depuis lors, elle revient comme un leitmotiv dans la littérature officielle et les interventions publiques.

Mais on en parle sans l'avoir défini au préalable du moins d'une façon explicite. Pour nous en tenir au programme gouvernemental, la notion englobe l'instauration d'un revenu minimum de dignité, l'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, la protection sociale et le développement du capital humain (une école d'égalité des chances, le sport et la culture). Comme on le voit, nous sommes en face d'un « Etat social à minima » : plus large que la protection sociale, plus réduit que ce que préconise la définition extensive.

Le domaine des politiques publiques, l'âme de l'action gou-

vernementale, est carrément ignoré et écarté de l'Etat social. Ce qui nous fait dire que le pays n'a pas dépassé la logique de l'Etat Providence. C'est une bévue politique de taille.

Qui dit Etat social dit nécessairement élargissement des classes moyennes. En effet, L'Etat social a généré dans les pays où il s'est développé un accroissement historique massif des couches dites « moyennes », par l'intermédiaire d'une expansion sans précédent des fonctions sociales des Etats dont celle des monopoles publics.

Banque sociale

En termes économiques, cela s'est traduit simplement par une nouvelle répartition des richesses produites dans ces pays, qui a créé une dynamique liant intimement le progrès scientifique et technologique, le développement de la formation et la protection sociale, une grande partie du financement de la protection sociale reposant sur les revenus de ces couches moyennes.

Aussi, l'Etat social est foncièrement lié à la démocratie. C'est par la voie démocratique que s'exprime la citoyenneté, se réalise la cohésion sociale et se nouent les compromis sociaux.

ou publique de la production et de la consommation contient en elle-même les germes d'une contradiction fondamentale avec la logique de l'accumulation privée du capital.

Ainsi le concept même de « Sécurité sociale », tel qu'il est formulé par ses promoteurs, implique l'existence d'une banque sociale non marchande qui ne transforme pas les cotisations collectées en capital pour l'accumuler mais, au contraire, les répartit immédiatement auprès des prestataires et des usagers. La Sécurité sociale constitue donc une forme de dépassement du salariat capitaliste et de la coupure entre le Social et l'Économique, dans la mesure où cette banque sociale non marchande n'investit ni ne spéculé sur les cotisations rassemblées. Elle les répartit immédiatement auprès des prestataires, non pas en fonction du travail de chacun, ni même en fonction de sa cotisation (et donc de son revenu), mais suivant une mutualisation des contributions salariales et patronales, s'inscrivant dans la logique d'une solidarité des risques sociaux. La protection sociale est, en effet, un pacte fondamental dans les pays civilisés. Elle marque une solidarité entre les actifs et les retraités, entre les bien-portants et les malades, entre les salariés et les chômeurs. Pour accomplir ces fonctions, l'Etat social, nonobstant ses éventuelles affinités, se doit de jouir d'une autonomie relative lui permettant de transcender les intérêts catégoriels divergents. C'est le sens donné à un Etat fort dans le rapport relatif au Nouveau Modèle de Développement. Un Etat fort doit être d'abord un Etat juste. Un Etat de droit.

Or pas d'Etat de droit sans la mise en œuvre effective du principe de l'égalité des citoyens devant la loi. On parle énormément de l'égalité des chances, mais en réalité, les choses se passent tout à fait dans le sens contraire.

Le scandale du concours d'accès à l'exercice du métier d'avocat en dit long à ce sujet.



Bec et ONGLES



SAID CHANGRIHA

Chef d'État-major de l'armée nationale populaire

L'Algérie est profondément atteinte par le Maroc

Une équipe du Canard a interrogé le chef d'État-major de l'armée nationale populaire Said Changriha sur son statut, ce qu'il pense de Tebboune et sur les ressorts de sa haine envers le Maroc.

Vous êtes de toutes les cérémonies et inaugurations y compris la dernière en date de la CHAN aux côtés des présidents de la FIFA et de la CAF, Gianni Infantino et Patrice Motsepe. Le militaire que vous êtes n'a pas à être présent dans des manifestations civiles...

Dois-je vous rappeler que je suis plus qu'un simple petit militaire? Je suis le chef de l'État-major de l'armée algérienne des généraux et patron de fait de l'Algérie. En tant que général très particulier, je dois être présent et omniprésent même si cela peut choquer les démocrates et les vrais républicains.

Mais le président de l'Algérie s'appelle Abdelmajid Tebboune, n'est-ce pas ?

M. Tebboune est un excellent président fantoche élu par l'armée et non par le peuple. Pour le moment, il s'en sort pas mal, appliquant bien mes ordres. C'est une petite tête qui apprend vite mais je dois toujours être à ses côtés.

Pour lui rappeler constamment qui est le patron au cas où il l'aurait oublié ?

Absolument. Comme ça j'écrase de mes brodequins toute velléité d'indépendance éventuelle et lui fixer une fois pour toutes dans le crâne qui est le vrai patron.

Comment définissez-vous l'Algérie ?

L'Algérie est un régime militaire dans un costume civil et très peu civilisé.

Une république bananière ?

Ça aurait été formidable mais nous manquons cruellement de bananes qui restent en Algérie un produit de luxe qui fait saliver la masse des exclus comme la caste des privilégiés. L'Algérie est une république de navets savoureux mais déracinés, une nation sans histoire mais qui sait créer des histoires.

Essentiellement avec son voisin dont elle

a fait son meilleur ennemi en multipliant les actes de provocation à son égard...

Notre système est atteint profondément par une maladie chronique, difficilement curable, qui a pour nom le royaume du Maroc, un État millénaire, auquel tout réussit, qui nous met dans tous nos états.

Le début de notre traumatisme date de la guerre des sables de 1963 qui a tourné à la déroute pour notre armée. Depuis, on n'arrête pas de s'ensabler en disjonctant dans les victoires diplomatiques et économiques du Maroc. A telle enseigne qu'on n'a pas résisté, après avoir enfanté le Polisario, à l'envie de rompre nos relations avec lui, de lui fermer notre ciel et de lui couper le gaz. Si c'était possible, on n'aurait pas hésité à lui couper l'oxygène.

Quelle est votre pire crainte ?

Je crains que l'Algérie, par la faute des réussites à venir du Maroc, ne se transforme en hôpital psychiatrique à ciel ouvert.

De la prison avec sursis pour le rappeur « Toto »



Le tribunal correctionnel de première instance d'Aïn Sebaâ a condamné, mercredi 18 janvier, le rappeur Taha Fahssi, alias El «Grande Toto» à huit mois de prison avec sursis et 10000 DH d'amende. Il doit aussi verser la somme de 50000 DH au plaignant Mohamed Tijini, en guise de dédommagement. Le rappeur a été condamné dans une affaire liée à l'injure, la calomnie, la diffamation, l'atteinte publique à la pudeur, l'incita-

tion à la violence et à la consommation de drogue et l'apologie de sa consommation en public.

Le ministère public a poursuivi «Toto» en état de liberté après avoir provoqué un tollé sur les réseaux sociaux à cause des vidéos dans lesquelles il apparaît, prononçant des mots obscènes et menaçant le propriétaire d'un site Web, le journaliste Tijini qui vit en Belgique. En octobre dernier, ce dernier a déposé plainte auprès du Parquet général de Casablanca contre le rappeur controversé pour « diffamation et menaces ». El Grande Toto était absent de la séance du prononcé de la peine, en raison de sa présence en Tunisie, d'après ce qu'il a annoncé sur sa page Instagram.

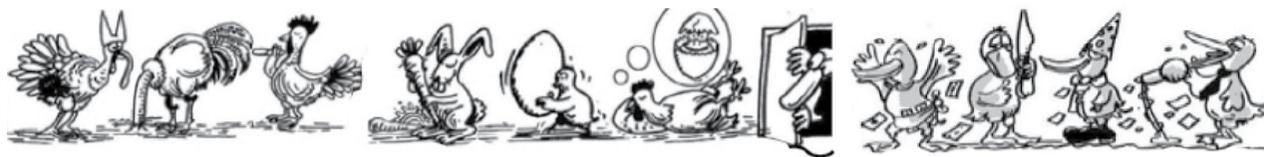
BENKIRANE APPELLE À DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

AVANT QUE JE NE PERDE DEFINITIVEMENT LE GOÛT DU POUVOIR...





Le MIGRATEUR



Attaque des institutions brésiliennes par les partisans de Bolsonaro

L'ex-président dans le collimateur de la justice

La Cour suprême du Brésil a accepté d'ouvrir une enquête sur l'ancien président Jair Bolsonaro pour avoir prétendument encouragé les manifestations antidémocratiques qui se sont terminées par la prise d'assaut de bâtiments gouvernementaux par ses partisans dans la capitale Brasilia.

Les procureurs vont enquêter sur Bolsonaro, qui se trouve aux États-Unis, pour une éventuelle "instigation et paternité intellectuelle des actes antidémocratiques qui ont donné lieu à des actes de vandalisme et de violence à Brasilia dimanche dernier", a déclaré le bureau du procureur général dans un communiqué publié vendredi.

"Les personnalités publiques qui continuent à conspirer lâchement contre la démocratie en essayant d'établir un état d'exception devront rendre des comptes", a déclaré le juge Alexandre de Moraes, qui a accepté vendredi la demande des procureurs fédéraux de lancer l'enquête.

La Cour suprême avait déjà ordonné l'arrestation de l'ancien ministre de la Justice de Bolsonaro, Anderson Torres, pour avoir autorisé les manifestations dans la capitale brésilienne après avoir assumé la responsabilité de la sécurité publique de Brasilia.

L'ancien gouverneur du district fédéral et l'ancien chef de la police militaire sont également visés par l'enquête de la Cour suprême rendue publique vendredi.

Tous deux ont été démis de leurs fonctions

lorsque des milliers de partisans de Bolsonaro ont vandalisé la Cour suprême, le Congrès et le palais présidentiel le week-end dernier, cherchant à provoquer le chaos et un coup d'État militaire qui destituerait le président Luiz Inacio Lula da Silva et ramènerait au pouvoir Bolsonaro, un homme d'extrême droite.

Après avoir perdu les élections brésiliennes d'octobre face à Lula, Bolsonaro a quitté le Brésil pour les États-Unis à la veille de la fin de son mandat, évitant de passer l'écharpe présidentielle à son rival de gauche lors de son investiture.

M. Torres, qui, comme M. Bolsonaro, se trouve en Floride, a déclaré qu'il prévoyait de retourner au Brésil pour se rendre. M. Bolsonaro a déclaré sur les médias sociaux qu'il allait avancer son retour au Brésil.

Le ministre de la Justice, Flavio Dino, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il réévaluerait cette semaine le dossier de M. Torres, indiquant qu'il pourrait demander son extradition si l'ancien ministre ne se rend pas. Le mandat d'arrêt contre Torres a été émis par M. de Moraes, qui a également démis de ses fonctions le chef de la sécurité de Brasilia quelques heures seulement après le carnage.

Jeudi 12 janvier, la police a trouvé au domicile de M. Torres un projet de décret qui semblait être une proposition d'interférence dans le résultat de l'élection. M. Torres a affirmé que le document se trouvait parmi d'autres dans une pile qui était en train d'être jetée.



Des partisans de l'ancien président Bolsonaro manifestent contre le président Lula da Silva devant le Congrès national du Brésil à Brasilia, 8 janvier 2023. REUTERS.

Il a déclaré qu'ils avaient été "divulgués" au journal Folha de S. Paulo en son absence pour créer un "faux récit".

M. Dino a déclaré qu'il n'avait fait aucune demande aux États-Unis concernant M. Bolsonaro. Le parti politique auquel appartient Bolsonaro, le Parti libéral (PL) de droite, a décidé de renforcer son équipe d'avocats en vue de la défense de l'ancien président, a déclaré un responsable du parti à Reuters.

Vendredi, les comptes de médias sociaux populaires de plusieurs personnalités de droite ont été suspendus au Brésil en réponse à une décision de justice, que le journaliste américain Glenn Greenwald a obtenue et détaillée dans une émission en direct sur les médias sociaux.

L'ordonnance, également émise par le juge de Moraes, s'adressait à six plateformes de médias sociaux et fixait un délai de deux heures pour bloquer les comptes sous peine d'amende.

L'Iran exécute un ancien haut responsable irano-britannique

Un citoyen iranobritannique a été pendu par l'Iran pour espionnage et corruption, a rapporté samedi un média affilié à l'État, dernière en date d'une série d'exécutions menées par un régime aux prises avec des manifestations sans précédent dans le pays. Le fonctionnaire iranien, Alireza Akbari, a été exécuté pour des crimes dont la "corruption sur terre", selon le média Mizan, affilié au système judiciaire iranien. Akbari était accusé d'avoir travaillé comme espion pour le MI6, l'agence de renseignement britannique, et aurait versé plus de 2 millions de dollars en diverses devises - 1,805 million d'euros -, ont rapporté samedi



Alireza Akbari.

les médias d'État iraniens. Le Premier ministre britannique Rishi Sunak s'est dit "consterné par cette exécution". Il a ajouté sur Twitter : "C'est un acte impitoyable et lâche, perpétré par un régime barbare qui ne respecte pas les droits de l'homme de son propre peuple. Mes pensées vont aux amis et à la famille d'Alireza." Akbari aurait fourni des informations à

des responsables étrangers sur 178 personnalités iraniennes, dont le scientifique nucléaire en chef du pays, Mohsen Fakhri-zadeh, ont rapporté les médias iraniens. Selon le média d'État Fars News, Mohsen Fakhri-zadeh a été tué par une mitrailieuse télécommandée opérant à partir d'une voiture en 2020. Les hauts responsables iraniens avaient alors accusé Israël d'être à l'origine du complot, sans fournir de preuves. Akbari aurait mené ses activités de renseignement sous le couvert d'une société privée axée sur la recherche et le commerce, travaillant directement avec des instituts de recherche à Londres qui, selon l'Iran, étaient dirigés par des agents des services

de renseignement, a rapporté l'agence de presse nationale iranienne IRNA. L'IRNA a également cité des allégations selon lesquelles M. Akbari aurait eu des réunions avec un agent du MI6 et l'ancien ambassadeur britannique en Iran, Richard Dalton. La Cour suprême iranienne a confirmé la peine de mort prononcée à l'encontre d'Akbari après l'avoir jugée sur des "preuves substantielles", selon IRNA. Mizan n'a pas précisé quand l'exécution a eu lieu. La condamnation à mort d'Akbari avait été annoncée il y a quelques jours seulement, le 11 janvier, après sa condamnation pour espionnage au profit du Royaume-Uni. Akbari avait nié ces accusations.

Algérie : Macron ne demandera pas « pardon »

Par Le Parisien avec AFP Le 11 janvier 2023 à 21h34 Le président français espère accueillir son homologue Abdelmajid Tebboune en France en 2023 pour poursuivre le travail de mémoire et de réconciliation entre les deux pays. « Je n'ai pas à demander pardon, ce n'est pas le sujet, le mot romprait tous les liens », explique-t-il dans un long entretien avec l'écrivain algérien Kamel Daoud à l'hebdomadaire français « Le Point » publié mercredi [11 janvier] soir. « Le pire serait de conclure: On s'excuse et chacun reprend son chemin », dit-il. « Le travail de mémoire et d'histoire n'est pas un soldat de tout compte », poursuit-il. « C'est, bien au contraire, soutenir que dedans il y a de l'inqualifiable, de l'incompris, de l'indécidable peut-être, de l'impardonnable », souligne-t-il. La question des excuses est au cœur de la relation bilatérale et des tensions récurrentes entre les deux pays. En 2020, l'Algérie avait fraîchement accueilli un rapport de l'historien Benjamin Stora préconisant une série de gestes pour tenter de réconcilier les deux pays, tout en ex-

cluant « repentance » et « excuses ». « J'espère d'ailleurs que le président Tebboune pourra venir en 2023 en France », relève par ailleurs Emmanuel Macron, afin de poursuivre « un travail d'amitié (...) inédit » après la visite que lui-même a effectuée en Algérie en août 2022 malgré un bain de foule houleux à Oran le dernier jour.

Un éventuel recueillement sur la sépulture d'Abdelkader Interrogé sur la possibilité d'une cérémonie de recueillement du président algérien sur les sépultures des membres de la suite d'Abdelkader, héros de la résistance à la colonisation française, enterrés à Amboise, il a estimé que ce serait « un très beau et très fort moment » et qu'il le « souhaitait ».

« Je crois que cela fera sens dans l'histoire du peuple algérien. Pour le peuple français, ce sera l'occasion de comprendre des réalités souvent cachées », dit-il encore. Abdelkader (1808-1883) a été détenu à Amboise avec plusieurs membres de sa famille de 1848 à 1852.



le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Arbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Can'Art et CULTURE



Le roman marocain « Hot Maroc » sélectionné pour le prix Banipal

Trois romans au total ont été présélectionnés pour le prix, deux d'Égypte et un du Maroc. La traduction de « Hot Maroc », un roman de l'auteur marocain Yassin Adnan a été présélectionnée pour le prix Saif Ghobash Banipal de la traduction littéraire arabe. Le roman a été traduit par Alexander E. Ellinson.

L'auteur marocain a annoncé la bonne nouvelle sur Facebook. « Je suis très heureux de partager la nouvelle que la traduction anglaise de mon roman Hot Maroc ait été sélectionnée pour le prix Banipal de la traduction pour l'édition 2022 », a déclaré Adnan.

Au total, trois romans ont été présélectionnés pour le prix, dont le roman d'Adnan qui a été publié en 2016.

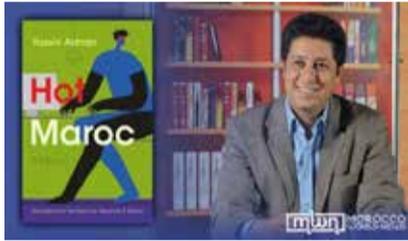
Il s'agit de « Les hommes qui ont avalé le soleil » de l'Égyptien Hamdi Abu Golayyel, qui a été traduit par le regretté Humphrey Davies, et de son compatriote Mohamed Kheir pour son œuvre « Slipping », traduite par Robin Moger.

Les trois romans ont été choisis parmi un total de 17 candidatures provenant du monde arabe, selon le communiqué de presse des organisateurs, qui ajoute que la majorité des candidatures sont des romans.

Le communiqué décrit Hot Maroc comme un « pa-

norama vivant, satirique et fascinant du paysage changeant de Marrakech. »

La traduction du roman par Alexander Ellinson est « très agréable, transmettant le ton léger, l'esprit et la noirceur sous-jacente d'origine », ajoute le communiqué.



Hot Maroc, qui est le premier roman d'Adnan, dépeint le Maroc contemporain, notamment la cité ocre de Marrakech, à travers les yeux de son protagoniste et personnage principal, Rahhal Laaouina.

Adnan est un auteur, journaliste, éditeur et animateur de télévision marocain. Il est l'éditeur du roman marocain « Marrakech Noir », en français. Il a également écrit quatre livres de poésie et trois recueils de nouvelles.

Il a présenté son émission de télévision hebdomadaire « Masharef » sur la chaîne de télévision marocaine Al Oula. Le romancier marocain anime actuellement l'émission Bayt Yassin - la maison de Yassin - sur la chaîne égyptienne Al-Ghad TV, indique le communiqué.

Le roman gagnant sera annoncé en février 2023, et le traducteur correspondant recevra un prix de 3 000 £ (38 929 MAD).

Le film « Animalia » nominé au festival Sundance 2023

Le long-métrage « Animalia » de la réalisatrice franco-marocaine Sofia Alaoui a été sélectionné pour la compétition officielle du festival du film Sundance 2023, qui se déroulera aux États-Unis du 19 au 29 janvier 2023. Alaoui a célébré sur les médias sociaux la nomination de son film. « Si incroyablement excitée et honorée d'annoncer enfin que mon premier long-métrage Animalia aura sa première mondiale dans la compétition officielle du Festival du film de Sundance », s'est-elle enthousiasmée.

Alaoui était reconnaissante que le dur labeur de son équipe et d'elle-même ait porté ses fruits, soulignant que le film a été « réalisé avec cœur et passion. » Animalia est un « drame surnaturel sur la fin du monde », a souligné la réalisatrice franco-marocaine. Il raconte l'histoire d'une jeune femme enceinte qui trouve « l'émancipation lorsque des extraterrestres débarquent au Maroc », ont détaillé les organisateurs du festival.

Le film d'Alaoui figure dans la catégorie « World Cinema Dramatic Competition » du Festival du



film de Sundance 2023, qui comprend un total de 12 films.

Alaoui n'en est pas à sa première apparition à l'internationale : elle a remporté le Grand Prix du Jury au Festival du Film de Sundance en 2021 pour son court-métrage « Qu'importe si Les Bêtes Meurent ? ».

Le court-métrage, qui a été présenté dans plusieurs festivals nationaux et internationaux, mêle science-fiction et suspense dans les montagnes de l'Atlas marocain.

Alaoui est née à Casablanca d'un père marocain et d'une mère française, mais a grandi en Chine en raison du métier de son père qui est diplomate indien Screen Daily.

Après avoir découvert sa passion pour le cinéma, Alaoui se lance dans une carrière de réalisatrice et intègre l'École internationale de cinéma de Paris (Eicar). Elle commence rapidement à réaliser des courts-métrages, notamment des documentaires. Screen Daily ajoute qu'Alaoui a décidé de retourner vivre au Maroc en 2016. « En France, il est difficile de se libérer de la boîte dans laquelle les professionnels de l'industrie veulent mettre les Arabes... J'ai donc décidé de m'installer à Rabat, où je pourrais faire des films qui défient le regard masculin blanc », a-t-elle noté.

Le Prix Roi Fayçal de langue et littérature arabes échoit à Abdelfattah Kilito

L'écrivain et critique marocain Abdelfattah Kilito a reçu le Prix Roi Fayçal de langue et littérature arabes (édition 2023) pour son œuvre « Récit arabe ancien et théories modernes ».

Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, la critique marocaine a été primée pour « l'excellence de son interprétation des récits anciens arabes grâce à des recherches délicates (...) ainsi que pour sa capacité à présenter le récit arabe au grand public de manière claire et précise », a souligné le jury.

Abdelfattah Kilito est un écrivain et critique arabophone et francophone qui a beaucoup travaillé sur le renouvellement des études littéraires arabes, thème auquel il a consacré plusieurs ouvrages.

Kilito a, par ailleurs, participé à de nombreux colloques et conférences sur la littérature arabe et française, dans le cadre de rencontres et de dialogues culturels organisés au Maroc et à l'étranger. Il a également reçu plusieurs prix dans les domaines de la critique et des études littéraires.

La valeur totale des prix des cinq catégories du Prix Roi Fayçal s'élève à 1 million de dollars. Ils sont nommés chaque année à des scientifiques, des intellectuels et des hommes de lettres qui ont apporté des contributions scientifiques au profit de l'humanité. Les différentes catégories sont la médecine, les sciences, les études islamiques, la langue et la littérature arabe, ainsi que le service en faveur de l'islam.

1ère édition du festival du livre africain de Marrakech

Organisé par l'Association WE ART AFRICA/NS, avec le soutien de nombreux partenaires nationaux et internationaux, le 1er Festival du Livre Africain de Marrakech (FLAM) se tiendra du 9 au 12 février 2023.

Ayant pour objectif la promotion de la littérature africaine auprès d'un large public et l'encouragement des échanges entre écrivains, éditeurs et lecteurs, le FLAM promet d'être une occasion unique de découvrir les talents littéraires de l'Afrique et de célébrer la diversité culturelle du continent.

Au menu du FLAM 2023, de nombreuses activités pour tous les âges et pour tous les goûts. Des débats, des conférences, des tables rondes et des ateliers permettront aux festivaliers de découvrir les différentes facettes des littératures africaines et d'échanger avec des auteurs de renom venus de



toute l'Afrique et de ses diasporas. Le festival accueillera également des expositions de livres et d'art plastique, ainsi que des projections de films et des concerts de musique. Des stands seront également mis à disposition des festivaliers pour pouvoir acquérir des livres et rencontrer des auteurs lors de séances de dédicaces.

Pour cette 1ère édition, une quarantaine d'auteurs arabophones, francophones et anglophones de toute l'Afrique et de ses diasporas sont attendus. Parmi les auteurs de renom invités, on retrouvera JMG Le Clézio, Achille Mbembé, Lilian Thuram, Jennifer Richard, Ken Bugul, Makenzy Orcel, Fouad Laroui, Rodney Saint-Eloi, Louis-Philippe Dalembert, Sami Tchak, Fawzia Zouari, Véronique Tadjo, Mohammed Bennis, et bien d'autres encore.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Le nouveau Batman

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Nay-Huot est un non-voyant capable d'éviter les obstacles sans canne blanche. Comment ? En « voyant avec ses oreilles », c'est-à-dire en ayant recours à l'écholocation, une capacité à « envoyer des sons et à écouter leur écho pour localiser les éléments d'un environnement ». C'est ce que font, par exemple, les chauves-souris ou certains cétacés...

Cette perception des obstacles et du monde qui l'entoure n'est donc possible que grâce aux sons qu'il entend. « Si on me fermait les oreilles, si je devais faire le même chemin avec les oreilles fermées, je tâtonnerais », confirme Nay-Huot. « Je n'irais pas droit, je serais comme un mec qui est bourré, rigole-t-il. Du coup, quand il y a beaucoup de bruit, ça parasite quand même ».

Puisque Nay-Huot est non-voyant, il n'utilise pas directement son cortex visuel, c'est-à-dire la zone de son cerveau qui gère les informations visuelles. Mais son cortex visuel s'est directement « connecté » à son cortex auditif (qui gère les sons). C'est de cette façon qu'il peut « voir avec ses oreilles », ce qui n'est possible que parce que le cerveau est « plastique », qu'il sait parfois s'adapter à des changements d'environnement.

Messi a paradé avec un faux trophée !

L'histoire est complètement folle, incroyable. Celle-ci a mis en scène Lionel Messi et la fameuse photo de lui soulevant la Coupe du monde dans le stade de Lusail, au Qatar. Un cliché qui est devenu, avec ses plus de 75 millions de clics, le plus liké de l'histoire du réseau social Instagram. Générant, au passage, plus de deux millions de commentaires.

Sauf que le capitaine argentin, sans le savoir, portait un faux trophée sur cette photo. En fait, il avait récupéré une réplique plus vraie que nature, méticuleusement fabriquée par un couple de supporters venu de Buenos Aires, Paula et Manuel. À la fin du match, ces derniers sont parvenus à remettre leur totem - fait de résine et de quartz avec une peinture en or - aux joueurs pendant leur tour d'honneur. La fausse coupe a ainsi tourné de mains en mains pendant une heure... jusqu'à Lionel Messi.

Mécontent, fonce dans un hôtel avec sa voiture

Un client mécontent a foncé en voiture dans un hôtel de Shanghai mardi 11 janvier, semant le chaos dans le hall mais sans faire de blessés, après une dispute avec des employés à propos de son ordinateur disparu.

Plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux ont montré la scène : une décapotable blanche fracassant les portes du Central Hotel de Shanghai avant de reculer et de débouler dans le hall d'entrée.

« Il est devenu fou ! », peut-on entendre dire des clients médusés, pendant que le véhicule détruit tout sur son passage.

La voiture a achevé sa course dans l'encadrement d'une autre porte de sortie, tous feux de détresse allumés.

« As-tu seulement idée de ce que tu viens de faire ? », ont crié des spectateurs de la scène, alors que d'autres tentaient de faire sortir le chauffard de son automobile.

Selon la police, ce dernier est un certain Chen, âgé de 28 ans. Il se serait disputé avec des employés de l'hôtel après la disparition de son ordinateur portable durant son séjour.

Le personnel de l'établissement a affirmé à l'AFP que l'appareil avait été volé, puis retrouvé à l'extérieur de l'hôtel.

Aucun blessé n'est à déplorer, a indiqué la police sur le réseau social Weibo, ajoutant que le conducteur avait été arrêté en attendant une enquête.



Rigolard



***Qu'est-ce** qui peut faire le tour du monde en restant dans son coin ?
Réponse : Un timbre-poste.

***Toto part** à la guerre. Sa maman lui dit :
- Si on te demande comment tu t'appelles, tu réponds Toto, si on te demande ton âge, tu réponds 8 ans, et tu répondras toujours « Oui mon colonel !
Deux heures plus tard..

Le colonel demande à Toto :

- Quel est ton âge ?
- Toto
- Comment tu t'appelles ?
- 8 ans
- Tu te fous de ma gueule ?
- Oui mon colonel.

***C'est Toto** qui suit le cours de mathématiques. Le professeur demande aux élèves :
- Veuillez sortir vos équerres, je vous prie !
Le pauvre Toto se met à pleurer à chaudes larmes. Le professeur lui demande :

- Qu'est-ce qu'il y a Toto ?
- J'ai perdu mes équerres.
- Ce n'est pas grave, pourquoi pleures-tu ?
- Mon père va me faire une de ces crises lorsque je lui dirai.
- Pourquoi est-ce qu'il crierait après toi ? Ce ne sont que des équerres.
- Vous ne pouvez pas savoir l'engueulade qu'il y a passée à ma sœur lorsqu'elle lui a appris qu'elle n'avait plus ses règles !

***Une fille dit à Toto :**

- Dis, on se mariera quand on sera grand Toto ?
 - Avec toi ? Tu rigoles, c'est impossible!
- La fille répond :
- Tu me trouves moche ?
 - Non, c'est pas ça, mais chez nous, on se

marie qu'en famille: mon père avec ma mère, mon oncle avec ma tante, mamie avec papy...

***Une jeune fille** très belle et vêtue de façon assez provocante entre dans une salle d'examen pour passer l'oral du baccalauréat. L'examinateur semble ému. Il bégaye un peu en lui proposant un sujet et la fille lui répond avec force œillades et trémoussements:

- Je sais pas, j'ai pas appris ma leçon...
- Le professeur, un peu gêné, lui demande :
- Je vous propose un autre sujet, ou un rendez-vous ?
- Oh ! Monsieur je préférerais un rendez-vous (en rougissant quand même un petit peu)
- Très bien ...

Alors, à l'année prochaine...

***Pour son anniversaire**, un homme offre un téléphone mobile à sa femme blonde. Pendant plusieurs heures, il tente vainement d'en expliquer le fonctionnement à son épouse.

Découragé, il demande finalement à sa femme de mettre le téléphone dans son sac à main et d'aller se promener.

Il lui recommande :

- Dès que ça sonne, tu appuies sur le petit bouton vert.

La blonde va donc faire des courses et, au moment où elle arrive à l'épicerie, le téléphone se met à sonner.

Immédiatement, elle presse le bouton vert. Le mari s'exclame alors à l'autre bout de la ligne.

- Félicitations chérie, tu as réussi à répondre. Tu vois, ce n'est pas si compliqué.

Et la blonde, fière d'elle même : - Oui c'est facile. Mais comment tu as fait pour savoir que j'étais à l'épicerie ?

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces.
Bien aéré et ensoleillé.
Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis.
Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





**J'accomplis mon devoir national
et je profite de réelles opportunités**



Inscriptions ouvertes jusqu'au 25 février 2023, pour les jeunes de 19 à 25 ans

www.tajnid.ma